
Comité des engagements spécifiques

**COMPILATION DES ENGAGEMENTS CONDITIONNELS
FIGURANT DANS LES LISTES AGCS**

NOTE DU SECRÉTARIAT¹

Révision

La présente compilation englobe les engagements conditionnels figurant dans les listes d'engagements spécifiques des Membres au titre de l'AGCS. Comme il a déjà été indiqué, aux fins de la présente note, les engagements conditionnels énoncent certaines conditions liées à l'entrée en vigueur, à la mise en œuvre ou à la mise à jour d'engagements spécifiques. La plupart des conditions concernent des processus internes. En outre, ainsi qu'il a été demandé, des renseignements concernant la mise en œuvre des engagements conditionnels sont inclus, sous réserve de leur disponibilité.

La présente révision intègre (en caractères gras) les mises à jour concernant la mise en œuvre des engagements conditionnels qui ont été communiquées depuis octobre 2021 par les Membres suivants: Thaïlande et Union européenne. Les Membres sont invités à continuer de vérifier et compléter les renseignements à cet égard.

Comme indiqué précédemment, ce document est uniquement présenté à des fins de transparence et est sans préjudice des positions des Membres ni de leurs droits et obligations dans le cadre de l'OMC.

¹ Le présent document a été établi par le Secrétariat sous sa propre responsabilité et est sans préjudice des positions des Membres ni de leurs droits et obligations dans le cadre de l'OMC.

LISTE	SECTEUR	TYPE D'INSCRIPTION	ENGAGEMENTS CONDITIONNELS	MISES À JOUR
Afrique du Sud GATS/SC/78/Suppl.2	2.C Services de télécommunication - Services de télécommunication de base publics à commutation, et installations	Engagements additionnels	Les autorités examineront d'ici au 31/12/2003 la possibilité d'inclure d'autres fournisseurs en plus du duopole. La libéralisation des services de revente doit avoir lieu entre 2000 et 2003; les autorités devront en définir les modalités et conditions et fixer le montant maximal de l'investissement étranger.	La concurrence dans le segment de la téléphonie fixe a été introduite en 2006 lorsque Neotel a reçu une licence lui permettant d'entrer en concurrence avec Telkom (qui jouissait jusqu'alors d'un monopole dans le secteur). Neotel est le premier fournisseur alternatif d'Afrique du Sud licencié pour offrir des services de télécommunication sur ses propres infrastructures et peut fournir des services de données filaires et sans fil aux niveaux national et international. (Paragraphe 4.110 du document WT/TPR/S/324/Rev.1 du 5 février 2016; paragraphe 269 du document WT/TPR/S/222/ZAF/Rev.1 du 14 décembre 2009)
Albanie GATS/SC/131	7.B Services bancaires et autres services financiers f) – Produits dérivés, y compris, mais non exclusivement, instruments à terme et options - instruments du marché des changes et du marché monétaire, y compris swaps, accords de taux à terme, etc. - valeurs mobilières négociables - autres instruments et actifs financiers négociables y compris métal	Engagements additionnels	L'Albanie accordera l'accès aux marchés sur la base du traitement national aux fournisseurs étrangers de services financiers soit après la mise en place d'une réglementation prudentielle régissant ces activités, soit lorsque ces activités seront effectivement exercées sur le marché national avec l'agrément des autorités, si la seconde éventualité se réalise avant la première.	L'Albanie a renforcé sa législation en vue d'y intégrer les principes prudentiels du Comité de Bâle, les recommandations en matière de lutte contre le blanchiment d'argent du Groupe d'action financière sur le blanchiment d'argent et l'acquis de l'UE. (Paragraphe 30 du document WT/TPR/S/337/Rev.1 du 1 ^{er} août 2016) Le processus pour la délivrance d'une licence à une bourse de valeurs mobilières est prévu aux articles 78, 79 et 80 de la Loi n° 9879 du 21 février 2008 sur les valeurs mobilières. <u>Courtiers en valeurs mobilières</u> : Toute entreprise désireuse d'effectuer des opérations sur valeurs mobilières doit être établie comme société par actions constituée en République d'Albanie. Négociants étrangers en valeurs mobilières: Uniquement par l'intermédiaire d'un agent établi en Albanie (l'agent ne doit pas nécessairement être un ressortissant albanais, ni une personne physique) ou d'une filiale (Décision n° 55 du Conseil de l'AFSA du 30 mars 2011, modifiée par la Décision n° 123 du 25 novembre 2013). <u>Gestionnaires d'actifs</u> : Les activités des gestionnaires d'actifs sont réglementées par la Loi n° 10198 du 10 décembre 2009 sur les fonds communs de placement. Traitement des gestionnaires d'actifs identique à celui appliqué aux ressortissants albanais.

LISTE	SECTEUR	TYPE D'INSCRIPTION	ENGAGEMENTS CONDITIONNELS	MISES À JOUR
Albanie (suite)	g) – Participation à des émissions de tout type de valeurs mobilières, y compris garantie et placement en qualité d'agent (dans le public ou à titre privé) et prestation de services relatifs à ces émissions (8132) h) Courtage monétaire (81339)			<p>Bourse des valeurs mobilières: Pour l'heure, aucune société n'est cotée en bourse en Albanie, bien que la possibilité existe sur le plan juridique en vertu de la Loi sur les valeurs mobilières (articles 78, 79 et 80 de la Loi n° 9879 du 21 février 2008 sur les valeurs mobilières). Conformément à l'article 3 du Règlement n° 120 du 2 octobre 2008 sur les licences pour les opérations sur valeurs mobilières et la surveillance dans ce domaine, les parts d'une société opérant comme une bourse des valeurs mobilières sur le territoire de l'Albanie peuvent aussi être détenues par une société de bourse étrangère. Les propriétaires de la bourse de valeurs mobilières doivent être des personnes morales établies en Albanie ou dans un pays membre de l'UE ou de l'OCDE. (Encadré 4.6 du document WT/TPR/S/337/Rev.1 du 1^{er} août 2016)</p> <p><u>Services de gestion de portefeuille (81323):</u> La Décision n° 72 du Conseil de surveillance de la Banque d'Albanie, datée du 2 juin 1999, concerne le calcul du capital réglementaire permettant de couvrir les risques du marché, c'est-à-dire les risques de pertes en bilan ou hors bilan consécutives aux variations des cours sur les marchés financiers. (Notification de l'Albanie au titre de l'article III: 3 de l'AGCS, S/C/N/404)</p> <p><u>Tous les types de services liés aux activités bancaires:</u> La Décision n° 71 du Conseil de surveillance de la Banque d'Albanie, datée du 11 septembre 2002, modifie la réglementation sur l'octroi de licences permettant d'effectuer des activités bancaires en République d'Albanie. (Notification de l'Albanie au titre de l'article III: 3 de l'AGCS, S/C/N/406)</p> <p><u>Services d'intermédiation n.c.a. (81199); services de consultations financières (81332); autres services auxiliaires de l'intermédiation financière (81199); autres services auxiliaires de l'intermédiation (81339):</u> La Décision n° 96 du Conseil de surveillance de la Banque d'Albanie, datée du 26 novembre 2003, spécifie les conditions et les procédures régissant l'octroi de licences permettant aux institutions non bancaires d'exercer leurs activités. (Notification de l'Albanie au titre de l'article III: 3 de l'AGCS, S/C/N/408)</p>

LISTE	SECTEUR	TYPE D'INSCRIPTION	ENGAGEMENTS CONDITIONNELS	MISES À JOUR
Albanie (suite)	i) Gestion d'actifs, par exemple gestion de trésorerie ou de portefeuille, gestion de fonds de pension, services de garde et services fiduciaires.			<p>Services d'intermédiation n.c.a. (81199); autres services <u>auxiliaires de l'intermédiation financière n.c.a. (81339)</u>: La Décision n° 25 du Conseil de surveillance de la Banque d'Albanie, datée du 29 mars 2000, définit les conditions de la création des banques coopératives, de l'exercice de leurs activités, de leur autorisation et de leur surveillance par la Banque d'Albanie, ainsi que les caractéristiques de ces banques. (Notification de l'Albanie au titre de l'article III:3 de l'AGCS, S/C/N/429)</p> <p><u>Autres services auxiliaires de l'intermédiation financière n.c.a. (81339)</u>: La Décision n° 58 du Conseil de surveillance de la Banque d'Albanie, datée 24 juillet 2002, donne aux banques autorisées par la Banque d'Albanie le droit de mener l'activité bancaire liée au métal précieux. (Notification de l'Albanie au titre de l'article III:3 de l'AGCS, S/C/N/438)</p> <p>L'Albanie a introduit un certain nombre de mesures relevant de la réglementation prudentielle des services bancaires. (Voir les notifications de l'Albanie au titre de l'article III:3 de l'AGCS, documents S/C/N/401; S/C/N/409 à 411; S/C/427 et 428; S/C/N/432)</p>
Arabie saoudite GATS/SC/141	11.H Services annexes et auxiliaires de tous les modes de transport	Engagements additionnels	Les services relevant de la catégorie CPC 749 sont actuellement fournis par le secteur public. Dans la mesure où l'accès aux marchés pour les services inclus dans la catégorie CPC 749 sera ouvert aux entités privées au titre de la législation saoudienne, le traitement national sera accordé.	

LISTE	SECTEUR	TYPE D'INSCRIPTION	ENGAGEMENTS CONDITIONNELS	MISES À JOUR
Arménie GATS/SC/137	2.B Services de courrier 2.C Services de télécommunication 2.D Services audiovisuels	Engagements additionnels	Si, par exemple sur la base d'un projet financier international, une condition relative à l'accès au marché ou au traitement national se trouve modifiée et se traduit par un accès plus libre, l'Arménie modifiera sa liste d'engagements afin d'y incorporer immédiatement les nouvelles conditions.	Les services de courrier et autres services postaux exprès sont libéralisés, et il n'existe aucune restriction à la participation d'investisseurs étrangers. (Paragraphe 78 du document WT/TPR/S/228/Rev.1 du 22 avril 2010) Le cadre juridique de l'Arménie pour les télécommunications est plus libéral que ses engagements dans le cadre de l'AGCS. Le marché des télécommunications a été entièrement libéralisé en 2007 avec l'élimination de tous les droits de monopole d'ArmenTel. Il n'y a pas de restrictions à la participation des investisseurs étrangers dans le secteur des télécommunications arménien. (Paragraphe 44, 65 et 71 du document WT/TPR/S/228/Rev.1 du 22 avril 2010)
Bangladesh GATS/SC/8/Suppl.1	2.C Services de télécommunication	Engagements additionnels	La création des disciplines réglementaires est à l'étude. Si les résultats de cette étude le permettent, des engagements supplémentaires sur des disciplines réglementaires seront ajoutés avant le 1 ^{er} janvier 1998.	Les politiques stratégiques en faveur de la conversion du Bangladesh au numérique et de la fourniture de services de télécommunication abordables se sont traduites par certaines évolutions institutionnelles et réglementaires, y compris la création, en 2014, du Ministère des postes, des télécommunications et des technologies de l'information, ainsi que la publication des Directives sur le service et les tarifs. Dans le secteur des télécommunications du Bangladesh, les services de téléphonie mobile sont devenus très compétitifs et comportent une importante participation étrangère. (Paragraphe 23 du document WT/TPR/S/385/Rev.1 du 21 mai 2019; paragraphe 68 du document WT/TPR/S/270/Rev.1 du 26 novembre 2012)
Brésil GATS/SC/13/Suppl.3/Rev.1	7.A Tous services d'assurance et relatifs à l'assurance - Assurance contre les accidents du travail	Engagements additionnels	Le Brésil prendra des engagements concernant la présence commerciale sur le marché de l'assurance contre les accidents du travail dans les deux ans suivant l'adoption par le Congrès national de la législation autorisant une telle présence.	L'Institut national de la sécurité sociale (INSS) est le seul fournisseur autorisé d'assurance contre les accidents du travail. La seule activité assujettie à un monopole par la loi est l'assurance indemnisation des travailleurs, fournie par l'INSS et administrée par l'État. (Paragraphe 131 du document WT/TPR/S/75 du 27 septembre 2000) Aucune législation n'a été adoptée par le Congrès national du Brésil en rapport avec les services d'assurance contre les accidents du travail. (Déclaration du Brésil à la réunion du 29 juin 2021. Paragraphe 1.8 du document S/CSC/M/86)

LISTE	SECTEUR	TYPE D'INSCRIPTION	ENGAGEMENTS CONDITIONNELS	MISES À JOUR
Brésil (suite)	7.B.1) Services fournis par des établissements financiers		Pour les services d'affacturage, le traitement national sera accordé en ce qui concerne la présence commerciale, si ces services sont définis comme des services financiers dans la législation qu'adoptera le Congrès national.	Aucune législation n'a été adoptée par le Congrès national du Brésil en rapport avec les services fournis par des établissements financiers pour les services d'affacturage. (Déclaration du Brésil à la réunion du 29 juin 2021. Paragraphe 1.8 du document S/CSC/M/86)
Brunéi Darussalam GATS/SC/95/Suppl.1	2.C Services de télécommunication - Services publics locaux de téléphonie vocale à commutation - Services publics internationaux de téléphonie vocale à commutation - Services publics de téléphonie mobile cellulaire	Engagements additionnels	La période d'exclusivité pour les services publics locaux de téléphonie vocale à commutation sera prolongée pour une durée de 10 ans au plus après la privatisation de JTB. Le gouvernement procédera à une réévaluation pour savoir s'il convient d'autoriser des fournisseurs supplémentaires de services de ce type à l'expiration de cette période. La période d'exclusivité pour les 2 exploitants prendra fin en 2010. Le gouvernement procédera à une réévaluation pour savoir s'il convient d'autoriser des fournisseurs supplémentaires de services de ce type à l'expiration de cette période. Le gouvernement étudiera en 2010 la possibilité de délivrer une licence pour la fourniture de services publics de téléphonie mobile cellulaire à l'aide de techniques autres que les techniques AMPS et GSM si l'intérêt public et les conditions économiques le justifient.	L'Ordonnance de 2001 sur les télécommunications confère à l'Administration de l'industrie des technologies de l'information et de la communication (AITI) le droit exclusif d'exploiter et de fournir des installations et des services de télécommunication au Brunéi et l'autorise à délivrer des licences aux opérateurs et à gérer le spectre des fréquences radioélectriques. En vertu de l'Ordonnance de 2001 sur la transmission des services de télécommunication, JTB est devenu Telekom Brunei (TelBru), entreprise publique autorisée en vertu de la Loi sur les sociétés. Telekom Brunei (TelBru) reste le seul opérateur du marché de la téléphonie fixe. Le marché de la téléphonie mobile du Brunéi a été ouvert à la concurrence en 2005. Il n'existe toutefois que deux opérateurs sur ce marché. (Paragraphe 4.100, 4.101 et 4.102 du document WT/TPR/S/309/Rev.1 du 7 avril 2015)

LISTE	SECTEUR	TYPE D'INSCRIPTION	ENGAGEMENTS CONDITIONNELS	MISES À JOUR
Cambodge GATS/SC/140	7. SERVICES FINANCIERS - Services bancaires et autres services financiers	Limitations concernant l'accès aux marchés – mode 3	Non consolidé pour les sous-secteurs f) à l) jusqu'à ce que le gouvernement cambodgien détermine quels types d'entrées peuvent fournir ces services, que les lois et règlements y relatifs soient adoptés et que ces activités soient autorisées par le gouvernement ou par une autre autorité compétente désignée.	<p>Depuis 2007, la Commission des opérations de bourse du Cambodge assiste le gouvernement pour ce qui est des aspects stratégiques et réglementaires du marché cambodgien des valeurs mobilières, et pour la délivrance des agréments de tous les opérateurs intervenant dans le domaine des valeurs mobilières, y compris l'opérateur du marché des valeurs mobilières, le dépositaire des titres, les opérateurs en charge du mécanisme de compensation et de règlement, les assureurs, les négociants, les courtiers, les sociétés de conseil en placements, les représentants en valeurs mobilières, les représentants des sociétés de conseil en placements, les cabinets d'experts-comptables spécialisés en valeurs mobilières, les agents de règlement en espèces, les bureaux d'enregistrement des valeurs mobilières, les agents de transfert de titres et les agents payeurs.</p> <p>Depuis 2011, la Bourse du Cambodge (CSX), une coentreprise réunissant le gouvernement cambodgien et la Bourse de Corée (KRX), a amélioré l'accès au marché cambodgien des actions.</p> <p>Il s'agit des textes suivants: la Loi sur l'émission et le négoce des titres privés, du 19 octobre 2007 (Loi sur les valeurs mobilières) et son sous-décret d'application n° 54, du 8 avril 2009 (Sous-Décret d'application sur les valeurs mobilières); les règlements d'application adoptés par la Commission des opérations de bourse du Cambodge; et la Loi sur les titres d'État du 10 janvier 2007.</p> <p>(Paragraphe 4.80, 4.81 et 4.83 du document WT/TPR/S/364/Rev.2 du 27 mars 2018)</p>
Égypte GATS/SC/30/Suppl.3	2.C Services de télécommunication	Note de bas de page	La poursuite de l'examen des besoins économiques au-delà du 31/12/2005 sera fonction des consultations qui auront lieu entre l'Égypte et les Membres de l'OMC, compte tenu de l'avancement des discussions sur l'examen des besoins économiques au Conseil du commerce des services.	<p>Les lignes directrices sur les licences disposent que l'Autorité Nationale de Réglementation des Télécommunications (NTRA) examinera l'application des aspects techniques, financiers et économiques.</p> <p>(Règles et conditions régissant la délivrance des licences pour l'établissement de réseaux de télécommunication et la fourniture de services de télécommunication en R.A.E.)</p>

LISTE	SECTEUR	TYPE D'INSCRIPTION	ENGAGEMENTS CONDITIONNELS	MISES À JOUR
Ghana GATS/SC/35/Suppl.1	2.C Services de télécommunication a) Services de téléphonie vocale (7521) g) Services de circuits loués privés (7522**, 7523**)	Engagements additionnels	Les exploitants duopolistiques bénéficient de l'exclusivité pendant une période de 5 ans. À l'expiration de cette période, le gouvernement procédera à une réévaluation de sa politique afin de déterminer s'il y a lieu d'accorder une licence à des fournisseurs additionnels de services de ce type.	Le Règlement national de 2003 sur les communications constitue le cadre juridique du sous-secteur des télécommunications. La Politique nationale des télécommunications publiée en 2004 avait pour objectifs principaux de créer des marchés entièrement ouverts, privés et compétitifs pour tous les services de télécommunication. Les engagements du Ghana concernant le secteur des télécommunications au titre de l'AGCS étaient limités par les accords de duopole qui étaient alors en vigueur. En fait, les conditions actuelles d'accès aux marchés et de traitement national sont très favorables aux entreprises étrangères, et la plupart des opérateurs appartiennent à des intérêts étrangers. Plus précisément, la majorité des limitations comprises dans la liste du Ghana ne sont plus en vigueur. (Paragraphe 4.134 et 4.138 du document WT/TPR/S/298/Rev.1 du 11 juillet 2014)
Hong Kong, Chine GATS/SC/39/Suppl.2	2.C Services de télécommunication - Services locaux a)-g); o)	Limitations concernant l'accès aux marchés – mode 3	Quatre licences ont été délivrées en 1995, pour la fourniture de services de réseau fixe local. Il n'est pas prévu d'accorder de nouvelles licences avant juin 1998. La question de savoir si leur nombre sera relevé après cette date sera réexaminée en 1998.	Le marché des services locaux de réseaux de télécommunication fixes est complètement libéralisé depuis janvier 2003. (Notification au titre de l'article III:3 de l'AGCS, S/C/N/312, datée du 28 janvier 2005; déclaration de Hong Kong, Chine à la réunion du Comité des engagements spécifiques du 2 décembre 2020; paragraphe 2.7 du document S/CSC/M/84)
Inde GATS/SC/42/Suppl.3	2.C Services de télécommunication a) Services de téléphonie vocale (CPC 7521**) - Services assurés par courants porteurs (c'est-à-dire pour un réseau fixe d'abonnés)	Limitations concernant l'accès aux marchés – mode 3 Engagements additionnels	Outre le Département des télécommunications ou la société Mahanagar Telephone Nigam Ltd (MTNL), il y aura un seul exploitant dans chaque zone desservie pendant une période de 10 ans à compter de la date d'octroi de la licence, après quoi la situation sera revue. La question de l'ouverture à la concurrence des services nationaux à grande distance au-delà de la zone desservie sera revue en 1999. La question de l'ouverture à la concurrence des services internationaux sera revue en 2004.	Les services de télécommunication à valeur ajoutée et les services mobiles de téléphonie cellulaire ont été ouverts à la concurrence privée en 1992, puis ce fut le tour des services téléphoniques fixes locaux en 1994. La Nouvelle politique des télécommunications de 1999 (NPT 99) visait à améliorer l'efficacité en créant un environnement plus concurrentiel pour le secteur. En vertu de la nouvelle politique, des licences non exclusives seront accordées aux fournisseurs de services fixes et aux fournisseurs de services mobiles de téléphonie cellulaire dans chaque zone de service pour une période initiale de 20 ans, pouvant être prorogée par périodes de 10 ans. La participation du secteur privé aux services téléphoniques intérieurs à grande distance a été autorisée en août 2000, puis elle a été autorisée pour les services téléphoniques internationaux à grande distance le 1 ^{er} avril 2002 (2 ans avant la date prévue selon les engagements pris par l'Inde au titre de l'AGCS).

LISTE	SECTEUR	TYPE D'INSCRIPTION	ENGAGEMENTS CONDITIONNELS	MISES À JOUR
Inde (suite)	o) Autres Services téléphoniques mobiles cellulaires	Limitations concernant l'accès aux marchés – mode 3	Il y aura 2 exploitants de services cellulaires dans chaque zone desservie. La situation sera revue après 10 ans.	Par suite de ces mesures, tous les services de télécommunication sont dorénavant ouverts à la participation et à la concurrence du secteur privé. (Paragraphe 98 du document WT/TPR/S/100 du 22 mai 2002)
Indonésie GATS/SC/43/Suppl.2	2.C Services de télécommunication - Services locaux - Services à grande distance - Services internationaux	Engagements additionnels	La période d'exclusivité pour les services locaux prendra fin en 2011. Le gouvernement procédera à une réévaluation pour savoir s'il convient d'autoriser des fournisseurs additionnels de ces services après cette période. La période d'exclusivité pour les services à grande distance prendra fin en 2006. Le gouvernement procédera à une réévaluation pour savoir s'il convient d'autoriser des fournisseurs additionnels de ces services après cette période. La période d'exclusivité pour les services internationaux prendra fin en 2005. Le gouvernement procédera à une réévaluation pour savoir s'il convient d'autoriser des fournisseurs additionnels de ces services après cette période.	En 2002, le gouvernement a abrogé les droits exclusifs dont jouissait Telkom dans la fourniture de services de lignes fixes en Indonésie. Le gouvernement a vendu en outre 42% de ses parts d'Indonesian Satellite (Indosat), le deuxième opérateur de téléphonie mobile du pays, à Temasek Holdings, société d'investissement détenue par le gouvernement de Singapour. Le monopole d'Indosat sur les appels internationaux a pris fin en 2003. (Paragraphe 4.73 du document WT/TPR/S/278/Rev.1 du 16 juillet 2013) En mai 2020, il existait sept opérateurs de téléphonie mobile et quatre opérateurs de téléphonie fixe en Indonésie. (Paragraphe 4.221 et 4.222 du document WT/TPR/S/401/Rev.1 du 5 février 2021)
Israël GATS/SC/44/Suppl.1	2.C Services de télécommunication	Limitations concernant l'accès aux marchés – mode 1	Les droits monopolistiques actuels concernant les services nationaux de télécommunication et l'infrastructure correspondante mentionnés aux paragraphes a i), a iii), b, c, f et g prendront fin en 2001 au plus tard. Le gouvernement publiera les règles et fera connaître la politique réglementaire concernant la façon dont le secteur mentionné ci-dessus sera ensuite ouvert à la concurrence.	Au fil des années, Israël a entrepris la libéralisation et la privatisation progressives de son marché des télécommunications. Cela a débuté en 1994 avec l'arrivée de Cellcom pour concurrencer Bezeq (l'opérateur historique) dans le secteur de la téléphonie mobile. En janvier 2018, on comptait 6 opérateurs de services de téléphonie fixes nationaux; 6 opérateurs de réseau mobile (ORM); 3 opérateurs de réseau mobile virtuel (MVNO); et 8 opérateurs de téléphonie mobile offrant des services internationaux.

LISTE	SECTEUR	TYPE D'INSCRIPTION	ENGAGEMENTS CONDITIONNELS	MISES À JOUR
Israël (suite)		Limitations concernant l'accès aux marchés – mode 2	Le gouvernement a délivré une licence aux 2 exploitants retenus à l'issue de l'appel d'offres qu'il avait lancé pour l'exploitation de services internationaux s'ajoutant à ceux qu'offre l'exploitant actuel (BEZEQ International, filiale à 100% de BEZEQ – entreprise locale des PTT). Les sociétés ont l'exclusivité jusqu'au 01/01/2002; le gouvernement procédera vers 2001 à un réexamen de sa politique afin de voir s'il y a lieu d'ouvrir davantage le secteur des services internationaux à la concurrence.	Pour promouvoir la concurrence, le Ministère des communications a accordé une licence à un troisième fournisseur d'infrastructures de communications, qui est détenu principalement par l'IEC. (Paragraphe 4.75 et 4.76 du document WT/TPR/S/376/Rev.1 du 10 octobre 2018)
Jamaïque GATS/SC/45/Suppl.1	2.C Services de télécommunication - Services de téléphonie vocale (7521) - Services Internet et services d'accès à Internet (75260) - Services de transmission vidéo (par satellite) (75241**)	Engagements additionnels	Le gouvernement examine actuellement la question avec l'exploitant privé exclusif, en relation avec le projet de loi sur les télécommunications et l'établissement du régime réglementaire en 1997. Si cet examen aboutit à un résultat favorable, il présentera un engagement amélioré concernant les services privés de téléphonie vocale. Le gouvernement examine actuellement la question avec l'exploitant privé exclusif, en relation avec le projet de loi sur les télécommunications et l'établissement du régime réglementaire en 1997. Si cet examen aboutit à un résultat favorable, il présentera un engagement amélioré concernant les services vocaux sur Internet.	En 1999, le gouvernement a engagé un processus de libéralisation du secteur des télécommunications, qui incluait la renégociation du contrat de Cable and Wireless Jamaica Limited (C&WJ), fournisseur unique de téléphonie fixe et mobile, l'introduction d'une nouvelle législation et l'adoption d'une approche progressive pour sa mise en œuvre. En septembre 1999, le gouvernement a conclu un accord avec C&WJ, qui avait obtenu un droit exclusif de 25 ans pour exploiter des services de téléphonie de base en 1988. Le nouvel accord a mis fin au statut monopolistique de la société pour la fourniture de services de télécommunications de base bien avant la date initialement prévue pour 2013 (renouvelable jusqu'en 2038). Les droits de monopole de C&WJ ont pris fin au 1 ^{er} mars 2003.

LISTE	SECTEUR	TYPE D'INSCRIPTION	ENGAGEMENTS CONDITIONNELS	MISES À JOUR
Jamaïque (suite)	- Services de transmission vidéo (par satellite) (75241**)		Le gouvernement examine actuellement la question avec l'exploitant privé exclusif, en relation avec le projet de loi sur les télécommunications et l'établissement du régime réglementaire en 1997. Si le résultat de cet examen est favorable, il présentera un engagement amélioré concernant les services de visioconférence.	<p>L'adoption de la Loi sur les télécommunications (Loi n° 1 du 16 février 2000) a redéfini la politique des télécommunications en Jamaïque et facilité l'ouverture progressive du marché à de nouveaux venus. La Loi a mis en place un processus de réforme divisé en trois phases. La phase I, qui a commencé le 1^{er} mars 2000, a ouvert le marché à la concurrence pour les services de téléphonie cellulaire sans fil, la fourniture d'équipement pour les abonnés, la revente de données, les services téléphoniques internationaux et l'accès à Internet. La phase II du processus de libéralisation a commencé le 1^{er} septembre 2001; elle a introduit la concurrence pour les installations et les services nationaux et permis aux opérateurs de télévision par abonnement (STVO) de devenir des fournisseurs d'accès à Internet (ISP). Au cours de la phase III, qui a commencé le 1^{er} mars 2003, les installations de communication vocale et de transmission de données au niveau international ont été ouvertes à la concurrence.</p> <p>(Paragraphes 129 et 130 du document WT/TPR/S/139/Rev.1 du 9 mars 2005)</p>

LISTE	SECTEUR	TYPE D'INSCRIPTION	ENGAGEMENTS CONDITIONNELS	MISES À JOUR
Japon GATS/SC/46/Suppl.3	7.B Services bancaires et autres services financiers (à l'exclusion de l'assurance et des services connexes)	Engagements additionnels	Les autorités compétentes autorisent la Caisse publique de pensions à permettre aux sociétés de conseil en investissement de participer à la gestion de ses actifs dans le cadre d'une version modifiée du régime "Shiteitan". Lors du prochain examen d'ensemble du régime de caisse de pensions japonais qui aura lieu en 1999, ce système devrait être révisé.	<p>Loi n° 19 de 2000: La Caisse publique de pensions a été supprimée. Le Fonds public d'investissement pour les pensions a été autorisé à gérer lui-même le fonds de pension. À ce sujet, aucune règle de répartition de l'actif total ne s'applique au Fonds public d'investissement pour les pensions, et des sociétés de conseil en investissement ont été autorisées à participer à la gestion du fonds.</p> <p>(Notification du Japon datée du 6 novembre 2001, document S/C/N/179)</p> <p>Après l'examen complet, la Caisse publique de pensions avait été remplacée par le Fonds d'investissement des pensions du gouvernement qui gère lui-même les fonds de pension. Toujours dans le cadre de la réforme, la participation des sociétés de conseil en investissement à la gestion des fonds de pension n'avait plus été limitée au régime "Shiteitan". Le Japon avait notifié ce changement de réglementation en novembre 2001. Depuis lors, d'autres réformes avaient eu lieu et le Fonds d'investissement des pensions du gouvernement était devenu un organisme administratif indépendant spécialisé dans la gestion des fonds de pension. La participation des sociétés de conseil en investissement à la gestion des fonds de pension était restée ouverte et ne s'était pas limitée au régime "Shiteitan".</p> <p>(Déclaration du Japon à la réunion du 29 juin 2021. Paragraphe 1.4 du document S/CSC/M/86)</p>
Jordanie GATS/SC/128	4. SERVICES DE DISTRIBUTION	Engagements additionnels	Si, à l'avenir, la législation jordanienne autorise les investisseurs étrangers à détenir un plus grand pourcentage du capital en ce qui concerne les projets ou une activité économique de ce secteur, cette libéralisation sera immédiatement consolidée dans la liste d'engagements spécifiques de la Jordanie.	<p>La participation étrangère est limitée à 50% pour la vente en gros et au détail, le franchisage et les agents commerciaux et d'assurance.</p> <p>(Tableau 2.4 du document WT/TPR/S/325/Rev.1 du 5 février 2016)</p>

LISTE	SECTEUR	TYPE D'INSCRIPTION	ENGAGEMENTS CONDITIONNELS	MISES À JOUR
Maurice GATS/SC/55/Suppl.1	2.C Services de télécommunication	Engagements additionnels	Le document de référence sera incorporé dans la loi qui sera adoptée prochainement par l'Assemblée nationale. ²	<p>La Loi sur les TIC, promulguée en 2001, a jeté les bases de la libéralisation du sous-secteur en éliminant les droits exclusifs qui avaient été accordés à Mauritius Telecom pour ce qui concerne les services de télécommunication fixe (au niveau national et international). En 2004, Maurice a élaboré une politique nationale des télécommunications, qui identifie expressément en tant que priorités la mise en œuvre de l'Accord de l'OMC sur les télécommunications, l'adoption de mesures visant à promouvoir la concurrence et le renforcement du régime d'interconnexion.</p> <p>(Paragraphe 116 du document WT/TPR/S/198/Rev.1 du 11 juin 2008)</p> <p>En ce qui concerne la mise en œuvre du document de référence sur les télécommunications, Maurice a indiqué que, du point de vue des installations essentielles, une décision politique sur la station d'atterrissage du câble sous-marin était à l'étude. S'agissant des sauvegardes en matière de concurrence, des mesures sont prises actuellement pour la mise en œuvre des dispositions de la Loi. Pour ce qui est de l'interconnexion, Maurice a atteint un degré considérable de conformité en matière de spécifications physiques et techniques. Concernant la réglementation économique, une directive visant à introduire des taxes d'interconnexion fondées sur les coûts est en cours d'élaboration. La mise en place d'un cadre de service universel est en cours et l'organisme de réglementation procède actuellement à l'élaboration des règlements appropriés. Quant à l'accès du public aux critères en matière de licences, il est désormais pleinement assuré, et les renseignements en question, ainsi que la copie de toutes les licences délivrées par l'ICTA, sont disponibles sur le site Web de celle-ci. En ce qui concerne l'établissement d'un organisme de réglementation indépendant, cela est fait depuis juillet 2002, lorsque la Loi de 2001 sur les TIC a été promulguée. Enfin, l'allocation des ressources rares, à savoir le spectre des fréquences radioélectriques, le numérotage et le droit de passage, a été pleinement réalisée.</p>

² Le document de référence n'a pas été joint à la liste.

LISTE	SECTEUR	TYPE D'INSCRIPTION	ENGAGEMENTS CONDITIONNELS	MISES À JOUR
Maurice (suite)				<p>Il existe un tableau d'attribution du spectre des fréquences radioélectriques au niveau national pour Maurice ainsi qu'un plan national de numérotage pour les vingt prochaines années. L'autre ressource rare, à savoir le droit de passage, a également été traitée dans le cadre des dispositions de la Loi de 2001 sur les TIC. Le Plan stratégique national sur les TIC, approuvé par le gouvernement en octobre 2007, prévoit d'autres initiatives, alignées sur les initiatives de mise en œuvre des principes énoncées par le document de référence.</p> <p>(Page 14 du document WT/TPR/M/198/Add.1 du 30 mai 2008)</p> <p>La Loi sur les TIC contient déjà des dispositions conformes au document de référence concernant, entre autres, les éléments suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'interconnexion; - les sauvegardes en matière de concurrence; - le service universel; - l'organisme de réglementation indépendant; - le règlement des différends; et - la transparence. <p>Une copie de la Loi sur les TIC peut être téléchargée sur le site Web de la Direction des technologies de l'information et de la communication à l'adresse https://www.icta.mu/acts.html.</p> <p>Les autorités compétentes travaillent à de nouvelles améliorations de la Loi sur les TIC afin de la rendre pleinement conforme au document de référence. Ces changements concernent les installations essentielles, les sauvegardes en matière de concurrence, les services universels et l'accès à l'interconnexion.</p> <p>(Communication présentée par Maurice, JOB/SERV/CSC/6)</p>

LISTE	SECTEUR	TYPE D'INSCRIPTION	ENGAGEMENTS CONDITIONNELS	MISES À JOUR
Mexique GATS/SC/56/Suppl.2	2.C Services de télécommunication - Entreprises de commercialisation	Limitations concernant l'accès aux marchés – mode 3	L'établissement et le fonctionnement des entreprises de commercialisation sont dans tous les cas assujettis aux dispositions réglementaires pertinentes. Le Ministère des communications et des transports (SCT) n'accorde pas de permis pour l'établissement d'une entreprise de commercialisation tant que la réglementation correspondante n'a pas été promulguée.	<p>En 2014, la Loi fédérale sur les télécommunications et la radiodiffusion a été promulguée, abrogeant la Loi fédérale de 1995 sur les télécommunications. La Loi fédérale sur les télécommunications et la radiodiffusion réglemente: l'utilisation et l'exploitation du spectre de fréquences radioélectriques; les réseaux publics de télécommunication; l'accès aux infrastructures; les ressources orbitales et les communications par satellite; la fourniture de services publics d'intérêt général de télécommunication et de radiodiffusion; la convergence des services.</p> <p>(Paragraphe 4.150 et 4.151 du document WT/TPR/S/352/Rev.1 du 23 juin 2017)</p> <p>L'article 170 de la Loi fédérale sur les télécommunications et la radiodiffusion dispose que l'autorisation de l'Institut est nécessaire pour: I. créer et faire fonctionner ou utiliser des services de commercialisation des télécommunications sans le statut de concessionnaire.</p> <p>(Communication présentée par le Mexique, JOB/SERV/CSC/5)</p>
Népal GATS/SC/139	4.B Services de commerce de gros 4.C Services de commerce de détail	Limitations concernant l'accès aux marchés et le traitement national – modes 1, 2, 3 et 4	Non consolidé jusqu'à ce que le Népal accorde ces droits à tout Membre de l'OMC dans n'importe quel sous-secteur, ou jusqu'à ce que le Népal détermine le type d'entités étrangères pouvant fournir ces services ou accorde ces droits, en vertu de ses lois et règlements, pour la fourniture de ces services, selon ce qui survient en premier.	La loi de 1992 sur l'investissement étranger et le transfert de technologie (FITTA) permet des investissements à 100% étrangers, sauf pour une liste négative de 21 secteurs, y compris les commerces de détail (à l'exclusion de chaînes de magasins de détail internationales avec un investissement minimum de 500 millions de roupies népalaises, exerçant leurs activités dans au moins 2 pays).

LISTE	SECTEUR	TYPE D'INSCRIPTION	ENGAGEMENTS CONDITIONNELS	MISES À JOUR
Népal (suite)	7. SERVICES FINANCIERS - Services bancaires et autres services financiers	Limitations concernant l'accès aux marchés – mode 3	Pour les produits dérivés relevant du sous-secteur "f" du Népal et pour les services de règlement et de compensation afférents à des actifs financiers, y compris valeurs mobilières, produits dérivés et autres instruments négociables relevant du sous-secteur "j", non consolidé jusqu'à ce que le gouvernement du Népal détermine quels types d'entités peuvent fournir ces services, que les lois et règlements y relatifs soient adoptés et que ces activités soient autorisées par le gouvernement ou par une autorité compétente désignée.	(Paragraphe 2.39 du document WT/TPR/S/381/Rev.1 du 27 février 2019)
Ouganda GATS/SC/89/Suppl.1/Rev.1	2.C Services de télécommunication Services publics de télécommunication vocale à commutation assurés par la mise à disposition d'installations dans une infrastructure de réseau fixe	Limitations concernant l'accès aux marchés – mode 3	Exclusivité du duopole d'Ouganda Telecom Limited (UTL) et du Deuxième exploitant national (DEN), sous réserve de l'examen auquel procédera le gouvernement ougandais après 2003.	Les services de télécommunication ont été libéralisés en 2006. Un régime de licences a été introduit, permettant aux fournisseurs de choisir entre trois catégories de licences: la licence de fournisseur d'un service public (PSP), la licence de fournisseur d'infrastructures publiques (PIP) et la licence d'opérateur national des télécommunications. (Paragraphe 4.114 et 4.115 du document WT/TPR/S/384/Rev.1 du 5 juin 2019)

LISTE	SECTEUR	TYPE D'INSCRIPTION	ENGAGEMENTS CONDITIONNELS	MISES À JOUR
Papouasie-Nouvelle-Guinée GATS/SC/118/Suppl.1	2.C Services de télécommunication a) à g); o)	Limitations concernant l'accès aux marchés – mode 3	Tous les services de télécommunication sont soumis au régime d'exclusivité institué pour 5 ans (1997-2002) en faveur de TELIKOM PNG Ltd, fournisseur monopolistique. La délivrance de licences d'exploitation supplémentaires et les conditions et modalités de ces licences seront examinées et annoncées au moins 2 ans avant la fin de la période d'exclusivité.	<p>Telikom, une filiale de la KTH, a possédé le monopole des services de téléphonie mobile et de téléphonie fixe à l'échelle locale, nationale et internationale jusqu'en juillet 2007. Les plans visant à privatiser Telikom en cédant 51% de son capital à une société étrangère ont été abandonnés au début des années 2000.</p> <p>Le rapport final sur les réformes de la phase II de la politique nationale relative aux TIC destinée à instaurer la libre concurrence a été approuvé en mars 2009. La Direction nationale des technologies de l'information et de la communication (NICTA) délivre quatre types de licences de télécommunications, qui ont toutes une durée de validité de 10 ans: la licence générale d'opérateur de télécommunications (GL); la licence publique de télécommunications mobiles (MC); la licence de services à valeur ajoutée (licence de classe transporteur et licence de classe FAI); et la licence générale restreinte/licence de réseau privé (RGC).</p> <p>(Paragraphe 4.99 et 4.101 du document WT/TPR/S/387/Rev.1 du 28 juin 2019; paragraphe 90 du document WT/TPR/S/239/Rev.1 du 8 février 2011)</p>

LISTE	SECTEUR	TYPE D'INSCRIPTION	ENGAGEMENTS CONDITIONNELS	MISES À JOUR
République de Macédoine du Nord GATS/SC/138	<p>1.A Services professionnels</p> <p>h) Services médicaux et dentaires (CPC 9312)</p> <p>j) Services des accoucheuses, infirmières et physiothérapeutes et du personnel paramédical (CPC 93191)</p> <p>8.A Services hospitaliers (CPC 9311)</p> <p>8.B Autres services de santé humaine (CPC 9319 (autres que ceux du n° 93191))</p>	Engagements additionnels	La réforme est en cours. La République de Macédoine du Nord négociera la prise d'engagements après le 01/01/2004.	<p>Le secteur de la santé de la Macédoine du Nord est régi principalement par la Loi sur la protection sanitaire et la Loi sur l'assurance maladie. La fourniture des services de santé est autorisée pour les quatre modes de fourniture.</p> <p>Tout hôpital étranger peut être actionnaire ou établir des sociétés, des succursales ou des filiales constituées localement en République de Macédoine du Nord. L'activité de soins de santé peut être exercée dans le cadre d'un réseau d'établissements de santé et en dehors d'un tel réseau. Dans le cadre d'un réseau, cette activité doit être exercée par des établissements de soins de santé publics et privés, qui l'exercent sur la base d'une licence. Les activités de soins de santé visées à l'article 26.1 de la Loi sur la protection sanitaire, à l'exception des activités visées à l'article 29.1 de cette loi, doivent être exercées en dehors du réseau par des établissements privés de soins de santé qui remplissent les conditions établies à l'article 60. En dehors d'un réseau, les établissements de soins de santé doivent exercer une activité de soins de santé au moyen de laquelle leurs recettes proviennent exclusivement de patients qui reçoivent des services de santé à leurs propres frais. Les établissements de soins de santé privés peuvent être établis par des personnes morales nationales ou étrangères et par des personnes physiques. Il n'est pas possible d'établir des établissements de soins de santé privés pour exercer les activités énoncées aux points 1, 2, 4, 5, 6, 10, 11, 13, 14, 15 et 16 de l'article 29.1 de la Loi sur la protection sanitaire, sauf disposition contraire de la législation.</p> <p>Un ressortissant étranger qui exerce une activité de soins de santé en République de Macédoine du Nord doit, outre les conditions établies à l'article 126 de la Loi, avoir une bonne maîtrise de la langue de Macédoine du Nord, qui doit être attestée par un certificat de réussite d'un examen linguistique obtenu auprès d'un établissement d'enseignement agréé. Les travailleurs de la santé sans diplôme universitaire (supérieur) ne peuvent pas obtenir de licence.</p> <p>Prière de se reporter à Loi sur la protection sanitaire (texte consolidé de 2016).</p> <p>(Extrait de la base de données d'I-TIP sur les politiques relatives aux services)</p>

LISTE	SECTEUR	TYPE D'INSCRIPTION	ENGAGEMENTS CONDITIONNELS	MISES À JOUR
République de Macédoine du Nord (suite)	7. SERVICES FINANCIERS	Note introductive	Une seule personne morale (compagnie d'assurance ou banque) ne peut fournir à la fois des services d'assurance et des services bancaires. La République de Macédoine du Nord examinera la situation à la lumière de l'évolution de la réglementation applicable aux secteurs des services financiers et fera savoir si cette limitation peut être abolie. Cet examen aura lieu avant le 31 décembre 2008.	Il est interdit aux compagnies d'assurance d'exercer des activités bancaires ou dans un domaine autre que l'assurance. Toutefois, les banques commerciales peuvent vendre des polices d'assurance. Prière de se reporter à l'article 4.1 de la Loi sur la supervision de l'assurance et à l'article 7.1, paragraphe 19, de la Loi sur les banques (texte consolidé de 2017). (Extrait de la base de données d'I-TIP sur les politiques relatives aux services)
Sénégal GATS/SC/75/Suppl.1	2.C Services de télécommunication a) à g); o)	Limitations concernant l'accès aux marchés – mode 1 Limitations concernant l'accès aux marchés – mode 3	Exclusivement par l'intermédiaire du réseau de la Sonatel, sur lequel le trafic international fait l'objet d'un monopole. Le monopole de la Sonatel doit prendre fin le 31/12/2003 au plus tôt et le 31/12/2006 au plus tard. Les autorités examineront après 2003 la possibilité d'ouvrir le secteur à d'autres opérateurs. Le monopole de la Sonatel s'applique aussi au trafic local et au trafic interurbain jusqu'au 31/12/2003 au moins et jusqu'au 31/12/2006 au plus tard. Les autorités examineront après 2003 la possibilité d'ouvrir le secteur d'autres opérateurs.	Sudatel a obtenu une licence "globale" de télécommunications en septembre 2007 et propose depuis début 2009, sous la marque Expresso, des services de téléphonie mobile prépayés. Cela élimine en principe le monopole de la SONATEL sur le réseau fixe; toutefois, ce monopole subsiste <i>de facto</i> . Ainsi, le Sénégal estime avoir mis en œuvre ses engagements spécifiques sous l'AGCS. (Paragraphe 197 du document WT/TPR/S/223/SEN/Rev.1 du 22 décembre 2009)

LISTE	SECTEUR	TYPE D'INSCRIPTION	ENGAGEMENTS CONDITIONNELS	MISES À JOUR
Sri Lanka GATS/SC/79/Suppl.1	<p>2.C Services de télécommunication</p> <ul style="list-style-type: none"> - Services internationaux de télécommunication vocale de base - Services téléphoniques de base nationaux, locaux et à grande distance: services cellulaires mobiles - Services par satellite <p>Services de systèmes mobiles mondiaux de communications personnelles (GMPCS) fournis par l'intermédiaire de passerelles appartenant à l'exploitant</p>	<p>Limitations concernant l'accès aux marchés – modes 1 et 3</p> <p>Limitations concernant l'accès aux marchés – mode 3</p> <p>Limitations concernant l'accès aux marchés – mode 3</p>	<p>La Sri Lanka Telecom Ltd (SLT) bénéficie d'un monopole garanti jusqu'au 31/12/1999.</p> <p>Le gouvernement sri-lankais envisage de délivrer ensuite une licence supplémentaire, à condition essentiellement que des progrès satisfaisants aient été accomplis en matière de rééquilibrage tarifaire.</p> <p>4 licences d'exploitant. Le gouvernement sri-lankais réexaminera ce nombre en 2000.</p> <p>L'octroi de licences est à l'étude.</p>	<p>La Commission a permis l'utilisation de systèmes mobiles mondiaux de communications personnelles (GMPCS) à Sri Lanka à compter du 9 avril 1999, sous réserve de l'octroi d'une licence au titre de l'article 22 de la Loi n° 25 sur les télécommunications (1991), telle qu'elle a été modifiée.</p> <p>(Notification au titre de l'article III:3 de l'AGCS, document S/C/N/167 du 27 août 2001)</p> <p>Le monopole de Sri Lanka Telecom (SLT) sur les services de télécommunication internationale et vocale a pris fin en 2002. Plusieurs fournisseurs ont pu faire leur entrée dans la plupart des sous-secteurs des services de télécommunication, y compris les services de téléphonie fixe, les services de téléphonie mobile cellulaire et les services par satellite. Le marché compte cinq fournisseurs de services de téléphonie mobile et trois opérateurs de téléphonie fixe.</p> <p>Sri Lanka a libéralisé nombre de sous-secteurs des télécommunications; ainsi, le régime appliqué est plus libéral que ses engagements au titre de l'AGCS.</p> <p>(Paragraphe 4.149 et 4.150 du document WT/TPR/S/347/Rev.1 du 1^{er} mars 2017)</p>

LISTE	SECTEUR	TYPE D'INSCRIPTION	ENGAGEMENTS CONDITIONNELS	MISES À JOUR
Suriname GATS/SC/80/Suppl.1	2.C Services de télécommunication À usage public - Infrastructure du réseau fixe - Services locaux, nationaux à grande distance et internationaux - Services mobiles (fournis par des installations terrestres et par satellite)	Limitations concernant l'accès aux marchés - mode 3 Limitations concernant l'accès aux marchés - mode 3	Les exploitants duopolistiques bénéficient de l'exclusivité pendant une période de 5 ans se terminant le 01/01/2003. Avant la fin de cette période, le gouvernement déterminera les circonstances dans lesquelles une concession peut être accordée à des exploitants additionnels. Les licences sont accordées pour une période de 5 ans se terminant le 01/01/2003. Avant la fin de cette période, le gouvernement déterminera les circonstances dans lesquelles une licence pourra être accordée à des exploitants additionnels.	Les deux restrictions relatives à la période de 5 ans ont pris fin en 2003, mais la possibilité de prolonger le nombre ou la durée des licences était, et est toujours, laissée à la discrétion du gouvernement. Les opérateurs titulaires d'une licence bénéficient également du droit exclusif d'offrir des services interurbains et internationaux sur les réseaux fixes et mobiles, et ils sont incontournables. La plupart des aspects réglementaires ont été détaillés dans une série de décrets du Conseil d'État publiés en 2007 qui couvrent plusieurs domaines, y compris les licences. (Paragraphe 4.96 et 4.98 du document WT/TPR/S/391/Rev.1 du 27 novembre 2019)
Thaïlande GATS/SC/85/Suppl.2	2.C Services de télécommunication	Note introductive	Sous réserve de l'adoption et de l'entrée en vigueur de toutes les nouvelles lois nécessaires sur les communications, à partir de 2006, des engagements sur les services publics de télécommunication seront inscrits et exécutés conformément aux règlements d'application qui seront promulgués en vertu de ces lois.	La Thaïlande a promulgué la Loi sur les entreprises de télécommunication, qui a introduit un accroissement de la participation étrangère, et d'autres nouvelles lois et réglementations liées au document de référence. La Thaïlande procède actuellement à des auditions publiques et le résultat de ces dernières seront présentés au Cabinet et au Parlement pour approbation. La Thaïlande suivra ensuite les procédures de l'OMC concernant la certification des améliorations apportées aux listes d'engagements spécifiques.

LISTE	SECTEUR	TYPE D'INSCRIPTION	ENGAGEMENTS CONDITIONNELS	MISES À JOUR
Thaïlande (suite)		Limitations concernant l'accès aux marchés – mode 3	Sous réserve de l'adoption et de l'entrée en vigueur de toutes les nouvelles lois nécessaires sur les communications, à partir de 2006, la Thaïlande inclura les éléments de ces lois concernant l'accès au marché dans les sections pertinentes de sa Liste d'engagements spécifiques relatifs à la fourniture des services publics de télécommunication.	<p>(Déclaration de la Thaïlande à la réunion d'examen de sa politique commerciale des 24 et 26 novembre 2020; paragraphes 5.8 et 5.9 du document WT/TPR/M/400).</p> <p>Avec l'approbation du Cabinet et du Parlement, la Thaïlande est prête à améliorer sa Liste conformément à la Loi de 2006 sur les entreprises de télécommunication et autres lois et réglementations pertinentes, comme spécifié dans sa liste issue du Cycle d'Uruguay. Les améliorations sont notamment les suivantes: participation étrangère au capital portée de 20 à 49% pour les Membres de l'OMC souhaitant fournir des services de télécommunication sur le marché thaïlandais; conditions qui n'étaient plus applicables supprimées de la liste; et les obligations énoncées dans le Document de référence sur les services de télécommunication ajoutées à titre d'engagements additionnels. La Thaïlande a engagé le processus de certification des améliorations proposées de sa Liste d'engagements spécifiques conformément aux procédures énoncées dans le document S/L/84.</p> <p>(Déclaration de la Thaïlande à la réunion du Comité des engagements spécifiques du 18 octobre 2021, paragraphe 2.4 du document S/CSC/M/87; demande de certification présentée par la Thaïlande figurant dans le document S/C/W/386.)</p>
		Limitations concernant le traitement national – mode 3	Sous réserve de l'adoption et de l'entrée en vigueur de toutes les nouvelles lois nécessaires sur les communications, à partir de 2006, la Thaïlande inclura les éléments de ces lois concernant le traitement national dans les sections pertinentes de sa liste d'engagements spécifiques relatifs à la fourniture des services publics de télécommunication.	

LISTE	SECTEUR	TYPE D'INSCRIPTION	ENGAGEMENTS CONDITIONNELS	MISES À JOUR
Thaïlande (suite)		Engagements additionnels	Sous réserve de l'adoption et de l'entrée en vigueur de toutes les nouvelles lois nécessaires sur les communications, à partir de 2006, la Thaïlande inclura dans sa liste d'engagements spécifiques sur les services publics de télécommunication le régime qu'elle appliquera dans les domaines relatifs aux sauvegardes en matière de concurrence, à l'interconnexion, au service universel, à l'accès du public aux critères en matière de licences, à la séparation des fonctions de réglementation et d'exploitation ainsi qu'à la répartition et à l'utilisation des ressources limitées.	
Turquie GATS/SC/88/Suppl.2	2.C Services de télécommunication a) et b)	Limitations concernant l'accès aux marchés – modes 1 et 3	Türk Telekomünikasyon A.Ş. est l'exploitant exclusif. Le droit d'exclusivité s'éteindra au plus tard le 31/12/2005, sous réserve de l'adoption de la législation pertinente par le Parlement.	Le droit d'exclusivité de Türk Telekomünikasyon AŞ s'est éteint le 31 décembre 2003, comme le prévoit la Loi n° 4502 régissant les services téléphoniques et télégraphiques. (Déclaration de la Turquie à la réunion du Comité des engagements spécifiques du 2 décembre 2020, paragraphe 2.12 du document S/CSC/M/84)
Union européenne GATS/SC/157	7. SERVICES FINANCIERS	Note introductive (première partie)	Hongrie: - Une législation autorisant l'accès aux marchés pour les succursales est en cours d'élaboration. Les détails et les conditions d'application de cette législation sont encore à l'étude. Il est prévu de consolider les effets de cette législation dès qu'elle aura été adoptée.	Hongrie: Les succursales étrangères sont autorisées dans le secteur des services financiers. Pour les services d'assurance, le bureau central de la succursale (capitale de succursale) doit être situé en Hongrie. Prière de se reporter à l'article 4.1 de la Loi CCXXXVII de 2013 sur les établissements de crédit et les entreprises financières; à l'article 48, conjointement avec l'article 6.1 de la Loi LXXXVIII de 2014 sur les activités d'assurance; aux articles 162 à 175 de la Directive 2009/138/CE du 25 novembre 2009 (Solvabilité II). (Extrait de la base de données d'I-TIP sur les politiques relatives aux services, d'après la base de données de l'IRES sur les réglementations de l'OCDE) (Confirmé par la déclaration de l'Union européenne à la réunion du 29 juin 2021. Paragraphe 1.6 du document S/CSC/M/86)

LISTE	SECTEUR	TYPE D'INSCRIPTION	ENGAGEMENTS CONDITIONNELS	MISES À JOUR
Union européenne (suite)	7.A Services d'assurance et services relatifs à l'assurance (deuxième partie)	Limitations concernant l'accès aux marchés – mode 2	Slovénie: Réassurance et rétrocession Les compagnies de réassurance établies en République de Slovénie ont la priorité pour la collecte des primes d'assurance. Si elles ne sont pas en mesure de parvenir à une péréquation de tous les risques, ceux-ci peuvent être réassurés et rétrocédés à l'étranger. (Néant après l'adoption de la nouvelle loi sur les compagnies d'assurance).	Slovénie (Réassurance et rétrocession): La participation étrangère dans le secteur de la réassurance n'est pas limitée. L'établissement de succursales étrangères ne fait l'objet d'aucune restriction. Prière de se reporter aux articles 21 et 137 à 139 de la Loi sur l'assurance (Journal officiel de la République de Slovénie, n ^{os} 93/2015, 9/2019 et 102/2020) et aux articles 162 à 175 de la Directive 2009/138/CE du 25 novembre 2009 (Solvabilité II). (Extrait de la base de données d'I-TIP sur les politiques relatives aux services, d'après la base de données de l'IRES sur les réglementations de l'OCDE)
		Limitations concernant l'accès aux marchés – mode 3	Réassurance et rétrocession: La participation étrangère dans les compagnies de réassurance est limitée à une participation majoritaire au capital. (Néant, sauf pour les succursales, après l'adoption de la nouvelle loi sur les compagnies d'assurance)	Selon la loi sur les assurances et la législation mettant en œuvre la Directive Solvabilité II de l'UE, la participation étrangère dans le secteur de la réassurance n'était plus limitée. Il n'y avait pas non plus de restrictions à l'établissement de succursales étrangères. (Déclaration de l'Union européenne à la réunion du 29 juin 2021. Paragraphe 1.6 du document S/CSC/M/86)
	7.B Services bancaires et autres services financiers (à l'exclusion de l'assurance) (deuxième partie)	Limitations concernant l'accès aux marchés – modes 1 et 2	Slovénie: - Non consolidé, sauf pour l'acceptation de crédits (emprunts de tous types) et l'acceptation de garanties et d'engagements d'établissements de crédit étrangers par des personnes morales et des chefs d'entreprises individuelles slovénes. (Remarque: les crédits à la consommation seront libres après l'adoption de la nouvelle loi sur les changes). - tous les arrangements de crédit mentionnés ci-dessus doivent être enregistrés auprès de la Banque de Slovénie. (Remarque: cette disposition sera abolie avec l'adoption de la nouvelle Loi sur les activités bancaires.)	Slovénie (Services bancaires et autres services financiers): La loi sur les devises étrangères avait libéré les crédits à la consommation et, conformément à la loi bancaire, les accords de crédit ne devaient plus être enregistrés auprès de la Banque de Slovénie. (Déclaration de l'Union européenne à la réunion du 29 juin 2021. Paragraphe 1.6 du document S/CSC/M/86)

LISTE	SECTEUR	TYPE D'INSCRIPTION	ENGAGEMENTS CONDITIONNELS	MISES À JOUR
Union européenne (suite)		Limitations concernant l'accès aux marchés – mode 3	<p>Slovénie:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les personnes étrangères ne peuvent devenir actionnaires ou acquérir des actions supplémentaires de banques qu'avec l'approbation préalable de la Banque de Slovénie. (Remarque: cette disposition sera abolie avec l'adoption de la nouvelle Loi sur les activités bancaires.) - Quand elle étudie la possibilité de délivrer une licence pour une banque à capitaux entièrement étrangers ou dans laquelle des investisseurs étrangers sont majoritaires ou d'autoriser l'acquisition d'actions supplémentaires de banques, la Banque de Slovénie tient compte des éléments suivants: <ul style="list-style-type: none"> - la présence d'investisseurs de pays différents; - l'opinion de l'établissement étranger qui contrôle les opérations bancaires. 	<p>Toute personne ayant l'intention d'acquérir des actions de banques en vue d'atteindre ou de dépasser une participation qualifiée doit obtenir l'autorisation de la Banque de Slovénie avant de faire cette acquisition.</p> <p>(Articles 66 à 82 de la Loi sur les activités bancaires, Journal officiel de la République de Slovénie n° 92/21)</p> <p>La fourniture de services bancaires est soumise à l'autorisation prévue aux articles 113 à 120 de la Loi sur les activités bancaires. En lien avec l'évaluation d'une demande d'autorisation de fournir des services bancaires, la Banque de Slovénie doit obtenir l'avis de l'autorité de surveillance d'un État membre, principalement en ce qui concerne les circonstances qui sont importantes pour l'évaluation de l'aptitude des détenteurs de participations qualifiées, ainsi que l'évaluation de la réputation et de l'expérience des membres des organes de direction de la banque qui participent à la gestion d'autres sociétés au sein d'un groupe et jugées importantes.</p> <p>(Articles 113 à 120 de la Loi sur les activités bancaires, Journal officiel de la République de Slovénie, n° 91/21)</p>

LISTE	SECTEUR	TYPE D'INSCRIPTION	ENGAGEMENTS CONDITIONNELS	MISES À JOUR
Union européenne (suite)			<p>(Remarque: cette disposition sera abolie avec l'adoption de la nouvelle Loi sur les activités bancaires.)</p> <p><i>Note de bas de page de l'original:</i> En dehors du montant du capital, la Banque de Slovénie tient compte, quand elle étudie la possibilité de délivrer une licence pour l'exercice de la totalité ou d'une partie des activités bancaires, des éléments suivants (à la fois dans le cas des demandeurs slovénes et étrangers):</p> <ul style="list-style-type: none"> - les préférences économiques nationales pour certaines activités bancaires; - la couverture bancaire régionale existante de la République de Slovénie; - les activités bancaires effectivement exercées par la banque, par rapport à celles qui sont mentionnées dans la licence existante. <p>(Remarque: cette disposition sera abolie avec l'adoption de la nouvelle Loi sur les activités bancaires.)</p>	<p>La loi bancaire prévoyait une mesure non discriminatoire précisant que la fourniture de services bancaires était soumise à l'autorisation de la Banque de Slovénie. Les succursales de pays tiers étaient autorisées en Slovénie.</p> <p>(Déclaration de l'Union européenne à la réunion du 29 juin 2021. Paragraphe 1.6 du document S/CSC/M/86)</p>

LISTE	SECTEUR	TYPE D'INSCRIPTION	ENGAGEMENTS CONDITIONNELS	MISES À JOUR
Union européenne (suite)			<p>- Les succursales de banques étrangères doivent être constituées en société en République de Slovénie et être dotées de la personnalité juridique. (Remarque: cette disposition sera abolie avec l'adoption de la nouvelle Loi sur les activités bancaires.)</p> <p>Les ressortissants étrangers peuvent devenir actionnaires ou associés d'une société de courtage à concurrence de 24% de son capital, avec l'approbation préalable de l'Agence de surveillance des marchés de valeurs mobilières. (Remarque: cette disposition sera abolie avec l'adoption de la nouvelle Loi sur le marché des valeurs mobilières.)</p>	<p>Conformément à la Directive 2013/36/EU, les conditions d'autorisation d'un établissement de crédit étranger ne peuvent pas donner lieu à un traitement plus favorable que celui dont bénéficient les autres établissements de crédit. Cela signifie que les succursales de pays tiers sont autorisées.</p> <p>La Banque de Slovénie peut subordonner l'octroi de l'autorisation à l'établissement d'une succursale par une banque de pays tiers en exigeant que la banque-mère dépose une certaine somme d'argent ou un autre actif financier approprié en République de Slovénie, ou présente une autre assurance appropriée à titre de garantie pour le règlement des engagements découlant de transactions conclues en République de Slovénie.</p> <p>Prière de se reporter aux articles 35, 36 et 47 de la Directive 2013/36/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit et la surveillance prudentielle des établissements de crédit et des entreprises d'investissement; et aux articles 136 à 139 de la Loi sur les activités bancaires (Journal officiel de la République de Slovénie, n° 92/21).</p> <p>(Extrait de la base de données d'I-TIP sur les politiques relatives aux services, d'après la base de données de l'IRES sur les réglementations de l'OCDE)</p>
Yémen GATS/SC/152	7.B Services bancaires et autres services financiers	Limitations concernant l'accès aux marchés, mode 3	Néant lorsque le gouvernement autorise ce type d'activités et détermine quels types d'entités peuvent offrir ces services, et que des lois et des règlements en la matière sont établis.	